

2007-2011 : le retour du Front National

Au soir du premier tour des élections cantonales de mars 2011, le Front National enregistre plus de 15% des voix au niveau national, et plus de 19% dans les cantons où il a présenté des candidats. Ce score historique pour un scrutin cantonal lui permet de se maintenir au second tour dans presque 400 cantons. Les résultats du second tour confirment la dynamique du FN dans la mesure où il gagne en moyenne 10 points, quelle que soit la configuration.

Cette forme électorale retrouvée du Front National contraste très largement avec les constats faits au lendemain de sa lourde défaite à l'élection présidentielle de 2007, et plus encore aux élections législatives qui ont suivi. Rappelons que le 22 avril 2007, Jean-Marie Le Pen n'obtenait que 10,4% des suffrages exprimés, soit un recul de plus de 6 points par rapport au score réalisé par le même candidat en 2002, ou encore une perte de près d'un million de voix malgré une participation en nette progression. En juin 2007, lors des élections législatives, les candidats du Front National totalisaient en moyenne 4,3% des suffrages, un score historiquement bas, ce qui a entraîné de lourdes conséquences pour le mouvement : à la fois une marginalisation politique dans le cadre de la nouvelle présidence Sarkozy, et d'importantes difficultés financières dont les conséquences sont encore aujourd'hui palpables, malgré la récente vente de son siège de Saint-Cloud.

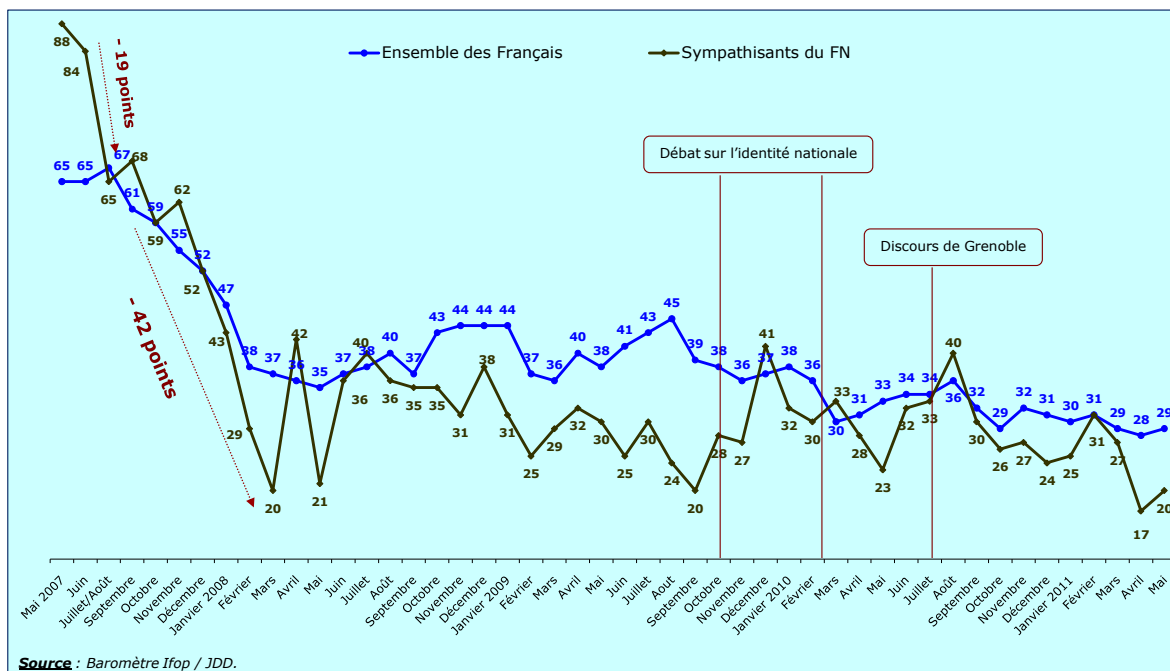
Au scrutin présidentiel de 2007, selon les cumuls d'enquêtes de l'Ifop, 38 % des électeurs lepénistes de 2002 avaient voté Nicolas Sarkozy contre 53 % pour Jean-Marie Le Pen. Il s'agit ici d'un des enseignements majeurs de cette élection. Alors que le FN était durablement enraciné depuis plus de 20 ans, qu'il avait su surmonter la scission avec le MNR en se qualifiant pour le second tour en 2002 et que son électorat était resté depuis lors fortement mobilisé (en témoignent les régionales de 2004 et le référendum de 2005 où le FN avait constitué une part importante des bataillons du Non), on a assisté à un effondrement brutal du Front National, largement expliqué à l'époque par le changement d'attitude de la droite et de son leader vis-à-vis de l'électorat frontiste, notamment via la captation de la thématique sécuritaire ou encore l'OPA réussie sur les problématiques de l'immigration et de l'identité nationale. Nicolas Sarkozy était parvenu à « siphonner » l'électorat frontiste.

Au printemps 2011, selon les enquêtes, la candidate du Front National, Marine Le Pen, atteint environ 20% des intentions de vote, et parvient à capter entre 15% et 20% des électeurs s'étant porté au premier tour de l'élection de 2007 sur Nicolas Sarkozy. Cette capacité à mordre sur l'électorat de la droite traditionnelle explique en partie le succès de la candidate frontiste dans les intentions de vote. Tout se passe aujourd'hui comme si le Front National était en mesure de renverser la dynamique de 2007.

La chute de la popularité de Nicolas Sarkozy, sur laquelle nous reviendrons, particulièrement massive et rapide auprès des sympathisants du Front National, semble constituer un élément d'explication particulièrement opérant s'agissant de la remontée du Front National observé entre 2007 et 2011. L'analyse des différentes séquences ayant mené à cette progression importante du FN montre néanmoins que le processus à l'œuvre obéit à une logique plus complexe qui mêle à la fois une déception vis-à-vis du président Sarkozy, un potentiel d'attractivité élevé du nouveau leader du FN et un élargissement sociologique de l'électorat frontiste.

1- 2007-2011 : la déception sarkozyste n'explique pas tout

La popularité de Nicolas Sarkozy depuis mai 2007



On le voit sur ce graphique, Nicolas Sarkozy a rapidement perdu en popularité auprès des sympathisants du Front National, d'une manière encore plus brutale qu'auprès de l'ensemble des Français.

Au lendemain de son élection en mai 2007, le nouveau président de la République bénéficie en effet du soutien de 88% des proches du FN, soit 23 points de plus que sa popularité moyenne. La chute est particulièrement sensible et soudaine au niveau de ce segment électoral, puisque dès la fin 2007, seuls 43% des sympathisants frontistes conservent une bonne opinion de Nicolas Sarkozy, un score divisé par deux par rapport à mai 2007 et inférieur à celui mesuré auprès de l'ensemble des Français. Entre janvier 2008 et mai 2011, Nicolas Sarkozy ne redeviendra jamais majoritaire auprès des proches du Front National, son score de popularité oscillant entre un étiage d'environ 20% et quelques pics aux alentours de 40%.

Pour autant, dans les premières années du mandat de Nicolas Sarkozy, en dépit d'une popularité présidentielle très basse auprès des sympathisants du Front National, le parti de Jean-Marie Le Pen ne parvient pas à reconquérir les suffrages de ses sympathisants partis en 2007 à l'UMP et continue d'observer de mauvais résultats aux différents scrutins de cette période.

Les scores du FN aux élections municipales et cantonales de 2008 sont très illustratifs de l'incapacité du mouvement à bénéficier du rejet de Nicolas Sarkozy parmi ses sympathisants.

Aux municipales d'abord, le Front National éprouve de sérieuses difficultés à monter des listes puisqu'il est présent dans seulement 70 villes de plus de 10 000 habitants sur les 800 que compte la France. Au global, au soir du premier tour, il obtient dans les villes où il est présent un score moyen de 5,8% contre 10,7% en 2001. On observe par ailleurs des reculs dans toutes les régions, comme l'indiquent les quelques exemples suivants :

- Harnes (Pas-de-Calais) : 11,3% (-17,9 points par rapport à 2001)
- Vauvert (Gard) : 7,4% (-15,3)
- Romans (Isère) : 17% (-13,2)
- Noyon (Oise) : 11,4% (-13,6)
- Cluses (Savoie) : 23,6% (-12,2)

En 2008, c'est surtout l'échec de Marine Le Pen à Hénin-Beaumont (28, 8 % au second tour contre 41,7 % au second tour des législatives, neuf mois plus tôt) qui symbolise les difficultés du Front National. Dans le Pas-de-Calais, la dynamique locale de la vice-présidente du parti s'est brisée sur le déficit de crédibilité du parti à gérer une ville.

Aux élections cantonales de 2008, le FN est également peu visible, avec d'abord une présence limitée (1035 candidats sur les 2020 cantons en jeux). Il réalise au premier tour un score moyen de 8% et seuls 6 candidats sont en position de se maintenir au second tour. On observe par ailleurs un impact restreint du vote Front National sur les scores de l'UMP au premier tour :

- 35,9 % pour l'UMP dans les 519 cantons où l'UMP affrontait le FN
- 38,9 % pour l'UMP dans les 675 cantons où l'UMP n'était pas opposée au FN

Il apparaît donc qu'au cours des deux premières années du mandat de Nicolas Sarkozy, le pouvoir de nuisance du Front National semble avoir disparu, quand bien même la popularité du président de la République s'est rapidement effondrée auprès des électeurs du Front National.

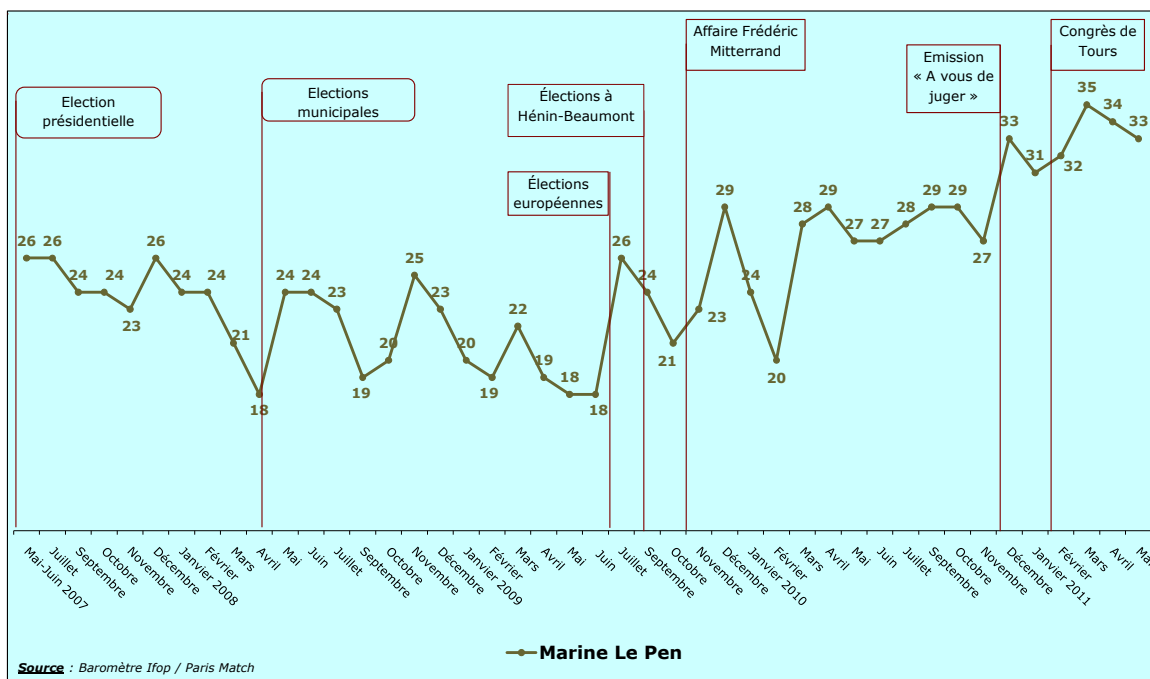
2- 2009-2011 : la montée en puissance de Marine Le Pen et le tournant des régionales

Avec 6,3% des voix aux élections européennes de juin 2009, le Front National réalise un score en retrait par rapport à celui du précédent scrutin européen en 2004 (9,8%) mais limite son recul et semble retrouver un semblant de dynamique, notamment autour de la personnalité de Marine Le Pen qui réalise un score honorable dans la circonscription Nord-Ouest, lui permettant d'être élue au parlement européen (elle obtient 10,2% des suffrages contre 12,9% pour son prédécesseur dans la région, Carl Lang, en 2004).

Les bons résultats obtenus par le Front National lors de l'élection municipale partielle à Hénin-Beaumont en juin 2009 constituent un moment important dans l'histoire récente du Front National. La vice-présidente du parti parvient à confirmer son ancrage local : la liste conduite par Steeve Briois obtient ainsi plus de 39% au premier tour et près de 48% au second tour, manquant de peu la conquête de la mairie de cette ville du bassin minier.

Forte de ce quasi-succès local, Marine Le Pen va dès lors poursuivre une ascension très nette en termes de popularité auprès de l'ensemble des Français. C'est très clairement autour de l'attractivité nouvelle de la personnalité montante du Front National, en particulier de sa capacité à récupérer une partie des déçus de Nicolas Sarkozy et à élargir son électorat, que vont se construire les remontées du FN observées en 2010 et 2011.

La popularité de Marine Le Pen depuis mai 2007



Comme le montre le tableau ci-dessus, la popularité de Marine Le Pen évolue entre 20% et 35% sur l'ensemble de la période allant de juin 2009 à mai 2011, atteignant un niveau moyen largement supérieur à celui mesuré sur la période allant de 2007 à mi-2009 (22%).

Plusieurs éléments expliquent ce phénomène « Marine Le Pen » dont l'une des premières concrétisations électorales réside dans la remontée du FN observée lors du scrutin régional de 2010.

D'une manière générale, avant même d'être portée par les militants à la tête du parti lors du congrès de Tours de janvier 2011, Marine Le Pen est parvenue dès 2009 à incarner le mouvement dont elle était seulement vice-présidente. La séquence électorale des européennes et des municipales partielles à Hénin-Beaumont en juin 2009 puis l'affaire Frédéric Mitterrand à l'automne de la même année ont constitué des étapes importantes pour la visibilité et la crédibilité de la vice-présidente du FN. Un passage de relais symbolique semble ainsi s'être effectué entre elle et son père, donnant du mouvement une image plus moderne, plus dynamique et moins extrémiste.

On relèvera par ailleurs pour expliquer la remontée du Front National que Marine Le Pen au niveau du Nord-Pas-de-Calais, mais aussi au plan national, a mis l'accent sur des thématiques nouvelles pour le Front National, susceptibles d'attirer un électorat élargi tout en rassemblant une partie des déçus du sarkozysme.

Effets de la mondialisation sur l'emploi et le pouvoir d'achat, délocalisation des activités, aggravation des inégalités, décalage entre les élites et le peuple, nécessité de réaffirmer l'autorité de l'Etat, sont autant de sujets investis par Marine Le Pen qui a aussi beaucoup misé sur ce qu'elle considère comme une collusion entre l'UMP et le PS, souhaitant que son parti incarne aux yeux de l'opinion la véritable opposition aux pouvoirs en place. Anticipant la prochaine campagne présidentielle de 2012, elle travaille ainsi manifestement depuis des années à faire du vote FN un vote d'adhésion et non plus seulement un vote protestataire.

Marine Le Pen n'a dans le même temps rien négligé des « fondamentaux » qui ont de longue date fait les succès du Front National dans les urnes, en continuant de tenir des positions très fermes sur les thématiques de la sécurité, de l'immigration et de l'identité nationale. Ainsi a-t-elle récemment développé le thème de la place de l'islam dans notre société, en dénonçant les prières de rue, et par là est parvenue à obtenir une adhésion majoritaire parmi les sympathisants de l'UMP (54% d'entre eux considéraient comme Marine Le Pen que ces prières de rue représentaient une forme d'occupation du territoire), tout en insistant sur son engagement pour la défense de la laïcité. En ce début d'année 2011, elle a séduit une partie de l'électorat en mettant en avant la nécessité de protéger la France de l'immigration issue des révolutions arabes.

Ces différentes initiatives, dont l'effet a été amplifié par l'élection de Marine Le Pen à la tête de son mouvement en janvier 2011, mais aussi par plusieurs épisodes de forte médiatisation (émission « A vous de juger » en décembre 2010 qui bat des records d'audience, déplacement sur l'île de Lampedusa en mars 2011, effet des sondages d'intention de vote à la présidentielle publiés au printemps 2011 la mettant en position de se qualifier au second tour, etc.), ont durablement installé Marine Le Pen à un haut niveau de popularité pour un leader frontiste tout en lui permettant d'élargir ses cercles d'influence au niveau de l'opinion. De ce point de vue, on a noté une popularité en forte croissance dans les segments traditionnellement plus favorables que la moyenne au Front National (comme les catégories populaires, les hommes, les personnes peu diplômées ou encore les sympathisants de droite), mais également une popularité en construction parmi d'autres catégories de la population traditionnellement plus rétives (les cadres et professions libérales, les femmes, les plus jeunes et même les sympathisants de gauche ou d'extrême-gauche).

Les résultats d'une enquête menée en mars 2011 pour *France Soir* attestent des succès de Marine Le Pen dans sa tentative de changer l'image de son parti et d'en élargir l'audience électorale. En effet, 45% des interviewés considèrent que le FN est un « parti comme un autre », un score qui monte à 50% parmi les proches de l'UMP. Par ailleurs, toujours selon ce sondage, 59% des Français estiment que le Front National « aborde des sujets et des thématiques qui les préoccupent » et une proportion non négligeable, 35%, pensent que ce parti « propose des solutions efficaces aux problèmes du pays ».



En parallèle à la montée de Marine Le Pen, sur cette période allant de 2009 à 2011, comme le montre le tableau page 2, le président de la République semble avoir éprouvé des difficultés certaines à remobiliser les sympathisants du Front National, déçus de sa politique, en dépit d'efforts importants destinés à séduire l'électorat frontiste.

On observe ainsi que le lancement du débat sur l'identité nationale à la fin de l'année 2009, tout comme le discours de Grenoble tenu fin juillet 2010, ou encore les déclarations musclées du nouveau ministre de l'Intérieur Claude Guéant à la fin de l'hiver 2011 (autant d'événements interprétés comme étant destinés à reconquérir un électorat sensible au discours décomplexé du candidat Sarkozy de 2007 sur l'immigration, l'identité nationale et la sécurité) n'ont pas eu d'impact durable sur la capacité du président de la République à s'attirer les soutiens des sympathisants FN. Tout se passe comme si ces différentes tentatives produisaient des effets de court terme, avec une légère remontée de la popularité de Nicolas Sarkozy auprès des sympathisants du Front National, le soufflet retombant à chaque fois au bout de quelques semaines ou mois, aussi rapidement qu'il était monté.

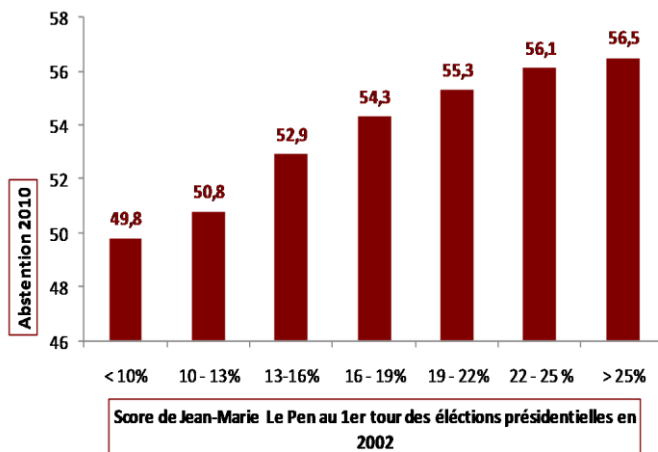
Concernant l'impact sur l'opinion, en particulier celle des sympathisants frontistes, des initiatives présidentielles ou gouvernementales de « durcissement » ou « droitisation » de la parole publique, la réalité semble un peu plus complexe que ce que les analyses mettent la plupart du temps en avant. Il semble ainsi difficile de se contenter de l'explication de base reprise par de nombreux commentateurs selon laquelle, ayant mis au cœur du débat public des thématiques traditionnellement portées par le Front National, ayant créé en somme un « bruit de fond » sur l'immigration et les questions identitaires, le gouvernement aurait fait le jeu de ce dernier. Cette analyse est assez réductrice : n'oublions pas qu'en 2007 le candidat Sarkozy avait procédé exactement de la même manière pour récupérer une partie de l'électorat lepéniste et que cela lui avait été grandement favorable. Que le même phénomène n'ait pas produit les mêmes effets trouve une explication dans la perception qu'ont eue les Français de ces initiatives.

Ainsi par exemple au sujet du débat sur l'identité nationale porté par Eric Besson, un sondage de l'Ifop réalisé à la fin novembre 2009 pour *Le JDD* révélait que pour 72% des personnes interrogées, ce débat avait un objectif purement électoraliste : c'est bien parce qu'il est apparu aux yeux de l'opinion comme une « stratégie », comme une tentative de capter une nouvelle fois le vote Front National, qu'il a rapidement été démonétisé et qu'il a fini par produire l'effet inverse de celui recherché. De plus, il a donné au Front National une tribune sans précédent pour critiquer l'action de Nicolas Sarkozy en matière d'immigration et d'identité nationale et engager la discussion sur le bilan du gouvernement en la matière. Une enquête réalisée par l'Ifop en décembre 2009 pour *Dimanche-Ouest France* a ainsi montré que le niveau de confiance des Français, et particulièrement des sympathisants du Front National, en la capacité du gouvernement à intégrer les personnes issues de l'immigration, n'avait jamais été aussi bas depuis l'élection de Nicolas Sarkozy (respectivement 34% et 30% lui faisaient confiance). De la même façon, l'insistance de l'UMP sur le problème de l'insécurité entre les deux tours des élections régionales a produit des effets similaires : loin de mobiliser l'électorat en faveur de la majorité présidentielle, cette initiative semble avoir elle aussi été perçue par l'électorat comme une opération de

communication et a contribué à faire basculer une partie des abstentionnistes vers le vote FN au second tour.

D'un point de vue purement électoral, les élections régionales de 2010 constituent la première manifestation d'ampleur de la remontée d'un Front National porté par Marine Le Pen.

En effet, en obtenant 11,4% des suffrages au premier tour le 14 mars 2010, le FN crée la surprise, et renoue avec les scores à deux chiffres. Ce résultat est d'autant plus remarquable que, contrairement à ce qui a souvent été dit, le FN n'a aucunement bénéficié de la forte abstention du premier tour des régionales, mais il en a au contraire pâti, et ce peut être davantage que d'autres formations à l'électorat moins populaire. Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous, c'est dans les cantons historiquement les plus frontistes (on peut retenir comme critère le vote au premier tour à la présidentielle de 2002 par exemple) que l'abstention a été la plus forte au premier tour des régionales.



En 2007, Nicolas Sarkozy avait fait dans les régions de l'est ses meilleurs scores grâce à une captation d'une partie de l'électorat frontiste. En 2010, au premier tour des élections régionales, une bonne part de cette France populaire de l'est a choisi d'exprimer son mécontentement par l'abstention plutôt que par le vote FN. L'abstention est ainsi apparue comme un sas de sortie du sarkozysme avant de se transformer au second tour pour partie en vote Front National.

En effet, et c'est là un autre enseignement capital des élections régionales de mars 2010, en obtenant en moyenne 17,8% des suffrages dans les 12 régions où il était parvenu à se maintenir au second tour, le Front National a bénéficié d'une dynamique favorable entre les deux tours : la moyenne obtenue dans les 12 régions sujettes à triangulaires s'établissait à 15,1% le 14 mars, ce qui signifie que le mouvement a progressé de plus de 2,5 points entre les deux tours là où il est resté dans la compétition. En nombre de voix, alors qu'il ne concourrait plus que dans une minorité de régions (12 sur 26), le Front National n'a perdu entre les deux tours que 280 000 bulletins au niveau national. Par ailleurs, dans 22 des 51 départements où il était encore en lice, le FN a atteint ou dépassé le 21 mars 2010 son score

des régionales de 2004 qui avaient pourtant constitué un très bon « cru » pour le Front National.

Cette augmentation du score du FN entre les deux tours est d'autant plus significative qu'elle s'est opérée dans un contexte de hausse de la participation et qu'elle s'est inscrite en rupture avec les phénomènes observés lors des scrutins régionaux précédents. En 2004 en effet, le FN avait obtenu en moyenne au premier tour 16,2% dans les 17 régions où il avait réussi à provoquer des triangulaires ; au second tour, dans ces mêmes régions, le Front National perdait plus d'un point. Pour le FN, les élections locales à deux tours se traduisaient habituellement soit par une baisse du score entre les deux tours, soit par une progression très limitée. A cet égard, les élections régionales de 2010 font figure d'exception.

3- 2011 : le Front National amplifie sa dynamique lors des élections cantonales

Nous l'avons souligné, le score obtenu par le Front National aux élections cantonales de 2011 confirme et amplifie la remontée observée depuis la mi-2009. Au premier tour, comme au second dans les cantons où le FN a pu se maintenir, le Front National a réalisé en 2010 les scores les plus élevés atteints par ce parti aux élections cantonales depuis sa création.

Le taux d'abstention a été particulièrement élevé lors de ce scrutin cantonal. Au niveau national, il a atteint au premier tour 55,6% (contre 36,1% dans les mêmes cantons en 2004) mais il ne semble pas qu'il ait profité au Front National, à l'instar de ce que l'on a pu observer lors des élections régionales de 2010. En effet, la hausse de l'abstention a été aussi importante dans les bastions historiques du FN que dans ses terres de mission.

Résultats du FN en 2004	Taux d'abstention en 2004	Taux d'abstention en 2011	Evolution de l'abstention entre 2004 et 2011
Inférieur à 7 %	30,7 %	49 %	+ 18,3
Entre 7 et 12 %	35,1 %	55,3 %	+ 20,2
Entre 12 et 17 %	37,1 %	57 %	+ 19,9
Entre 17 et 22 %	38,5 %	58 %	+ 19,5
Supérieur à 22 %	40,3 %	59,9 %	+ 19,6

Base de calcul : 1412 cantons où le FN était présent en 2004 et 2011

Ceci invalide l'idée d'une sur-mobilisation de l'électorat FN par rapport aux autres, et donc l'analyse selon laquelle la poussée du FN s'expliquerait d'abord par un différentiel de mobilisation. On constate par ailleurs, qu'en 2011 comme en 2004, l'abstention est beaucoup plus importante dans les cantons votant fortement Front National.

Si la hausse du Front National ne peut être attribuée au contexte abstentionniste, l'un des enseignements majeurs de ces élections cantonales réside dans le fait qu'on note un lien assez net entre la poussée du Front National et le recul de la droite, ce qui signifie que des transferts ont eu lieu entre les deux camps. Comme le montre le tableau ci-dessous, une corrélation assez nette s'opère entre la progression du FN entre 2004 et 2011 et la baisse du score de la droite entre les deux mêmes scrutins.

Evolution du score du FN entre 2004 et 2011	Total droite 2004	Total droite 2011	Evolution du score de la droite entre 2004 et 2011
Baisse	38,1 %	40,1 %	+ 2
De 0 à + 4 points	39,4 %	35,8 %	-3,6
De + 4 à + 6 points	37,3 %	31 %	-6,3
De + 6 à + 8 points	34,1 %	27,5 %	-6,6
Supérieure à 8 points	33,5 %	23,8 %	-9,7

Base de calcul : 1412 cantons où le FN était présent en 2004 et 2011

Autre phénomène important, comme le laisse apparaître le tableau suivant, entre 2004 et 2011, la progression du FN a été très homogène sur le territoire.

Résultats du FN en 2004	Score moyen du FN dans cette strate de cantons en 2004	Score moyen du FN dans cette strate de cantons en 2011	Evolution du FN entre 2004 et 2011
Inférieur à 7 %	5,8 %	10,1 %	+ 4,3
Entre 7 et 12 %	9,7 %	14,9 %	+ 5,2
Entre 12 et 17 %	14,3 %	20 %	+ 5,7
Entre 17 et 22 %	19 %	24,4 %	+ 5,4
Supérieur à 22 %	25 %	29,9 %	+ 4,9
<i>Total</i>	<i>13,9 %</i>	<i>19,2 %</i>	<i>+ 5,3</i>

Base de calcul : 1412 cantons où le FN était présent en 2004 et 2011

On constate une progression moyenne de 4 à 6 points du FN dans tous les types de cantons. Qu'il s'agisse de zones où le FN avait obtenu de très faibles scores en 2004 ou de cantons qui faisaient figure de fiefs (avec des niveaux de plus de 22 % à l'époque), la hausse est sensiblement la même. Même si la géographie du vote FN apparaît toujours clivée avec schématiquement des zones de force concentrées à l'est de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan et des territoires moins favorables à l'ouest de cette ligne, on peut évoquer un

début de mouvement de lissage progressif. La poussée a en effet proportionnellement été bien plus spectaculaire dans les terres de missions, où le FN est passé de 5,8 à 10,1 % (soit une progression de 74 %... !) que dans ses bastions, où il a progressé de 25 % à 29,9 %, soit une augmentation de 20 %. Ceci confirme la capacité de ce mouvement à toucher de nouveaux électeurs et ce quelles que soient la région ou les spécificités sociologiques locales.

L'analyse de la dynamique du FN au second tour des cantonales confirme que la poussée frontiste relève d'une dynamique nationale très homogène sur l'ensemble du territoire avec néanmoins une intensité un peu plus importante en PACA, Languedoc-Roussillon et en Lorraine/Franche-Comté.

La progression du FN selon les régions entre les deux tours

Régions	Score du FN - T1	Score du FN - T2	Evolution du FN
Paca	28,4 %	41,1 %	+ 12,7
Languedoc-Roussillon	27 %	39,7 %	+ 12,7
Lorraine / Franche-Comté	26,1 %	38,2 %	+ 12,1
Façade ouest	20,6 %	30,9 %	+ 10,3
Rhône-Alpes	23,6 %	33,7 %	+ 10,1
Ille-de-France/Oise/Eure/Eure et Loir	22,4 %	32,4 %	+ 10
Nord-Pas-de-Calais	25,2 %	35,1 %	+ 9,9
Seine-Maritime/Somme/Aisne	21,7 %	31,5 %	+ 9,8
Bourgogne/Centre/Champagne	23,7 %	33,2 %	+ 9,5
Alsace	23,6 %	32,7 %	+ 9,1

Au total, sur les 394 cantons où il était présent en duel au second tour, le parti de Marine Le Pen passe de 24,8 % au premier tour à 35,7 % au second et en nombre de voix de 612 335 à 902 563, soit plus de 290 000 suffrages gagnés en une semaine. La progression du FN entre les deux tours concerne les bastions historiques : + 17,2 points à L'Isle sur la Sorgue dans le Vaucluse, + 17,1 à Guebwiller dans le Haut-Rhin, + 16,9 % au Luc dans le Var ou bien encore + 16 à Canet dans les Pyrénées-Orientales par exemple, mais également des terres de conquête : + 15,8 points à Marennes en Charente-Maritime, +15,3 à Lignièrès dans le Cher ou + 14,4 à Pleine-Fougères en Ile-et-Vilaine.

Ces chiffres viennent souligner l'ampleur de la « poussée frontiste », ce parti franchissant la barre des 40 % dans pas moins de 83 cantons et dépassant celle des 45 % dans les 22 cantons suivants.

Canton	département	% FN - T2	Configuration
carpentras nord	vacluse	54,3	Gauche/FN
Brignoles	var	50,0	Gauche/FN
béziers 4	hérault	49,3	Gauche/FN
cagnes centre	alpes maritimes	49,2	Droite/FN
nice 3	alpes maritimes	48,8	Gauche/FN
st jean de losne	côte d'or	48,4	Gauche/FN

Noailles	oise	48,3	Droite/FN
nice 11	alpes maritimes	48,2	Droite/FN
st laurent du var	alpes maritimes	48,2	Droite/FN
Fréjus	var	47,9	Droite/FN
six fours les plages	var	47,8	Droite/FN
marseille la capelette	bouches du rhône	47,8	Gauche/FN
marseilles la pomme	bouches du rhône	47,5	Gauche/FN
Lunel	hérault	46,3	Gauche/FN
Mouy	oise	46,3	Gauche/FN
perpignan 9	pyrénées orientales	46,2	Gauche/FN
ferre en tardenois	aisne	45,8	Droite/FN
la seyne	var	45,2	Gauche/FN
metz 1	moselle	45,1	Gauche/FN
saint avold 2	moselle	45,1	Droite/FN
nice 7	alpes maritimes	45,1	Droite/FN

Aux cantonales de 2004, le FN avait également progressé de 10 points entre les deux tours dans les configurations de duels, mais cela portait sur un nombre beaucoup plus limité de cantons (16 duels avec la droite et 46 avec la gauche) et surtout, son niveau de premier tour était nettement moins élevé qu'aujourd'hui (20 % à l'époque contre 25 % maintenant). Le maintien de cette forte capacité de progression entre les deux tours alors que le score de premier tour a augmenté significativement démontre bien la poussée du FN et sa nature de parti « attrape tout », capable d'agréger des électeurs d'horizons très différents.

Rappel : Evolution du score du FN aux cantonales de 2004 dans les cantons où il pouvait se maintenir

Configuration de 2 nd tour	1 ^{er} tour	2 nd tour	Evolution
Triangulaires	20,4 %	18,7 %	- 1,7
Duels gauche / FN	19,9 %	30,2 %	+ 10,3
Duels droite / FN	20,5 %	30,5 %	+ 10

Autre élément issu de l'analyse des résultats du second tour des élections cantonales, il apparaît que la forte progression du Front National dans les cantons où il a pu se maintenir ne peut être expliquée que par l'existence de transferts de voix provenant de l'électorat de droite comme de l'électorat de gauche.

Les données présentées ci-dessous ont été calculées par l'Ifop sur la base d'une totalisation de l'ensemble des résultats dans les 394 cantons où le FN était en situation de duel.

Evolution du score du FN aux cantonales de 2011 dans les cantons où il pouvait se maintenir

Configuration de 2 nd tour	1 ^{er} tour	2 nd tour	Evolution
Duels gauche / FN	24,3 %	35,2 %	+ 10,9
dont duels PS divers gauche / FN	24,4 %	35,4 %	+ 11
dont duels PC / FN	23,6 %	33,8 %	+ 10,2

Duels droite / FN	25,7 %	36,8 %	+ 11,1
-------------------	--------	--------	--------

En dépit des commentaires sur « l'échec du FN », analyse basée sur le très faible nombre de cantons gagnés (2), on constate une progression importante de plus de 10 points quelle que soit la configuration de second tour.

Surtout, le FN progresse autant face au PC ou au PS que face à l'UMP. Ceci démontre que le Front National disposait de réserves importantes et diversifiées. En particulier, dans les cantons où se déroulait un duel droite/FN, la progression de près de 11 points du score du FN ne peut s'expliquer sans reports significatifs d'une partie de l'électorat de gauche. On peut certes objecter que les renforts en voix dont a bénéficié le FN dans ces cantons pourraient provenir d'abstentionnistes du premier tour ou d'électeurs de candidats de droite éliminés. Mais cela ne serait suffire à produire une poussée de 11 points pour le FN au second tour. De notre point de vue, des reports conséquents en provenance de la gauche ont bien eu lieu. Pour s'en convaincre, on peut s'intéresser au cas de cantons où le nombre de suffrages exprimés a très peu varié entre les deux tours et où il n'y avait au premier tour que des candidats de gauche, un candidat du FN et un candidat de droite. Dans ces cantons, où la gauche a été éliminée laissant la place à un duel droite/FN, l'observation des transferts est donc plus aisée et plus nette. Or, comme on peut le voir dans le tableau suivant, il apparaît de manière assez manifeste qu'une fraction de l'électorat de gauche a voté FN au second tour.

Exemples de reports de la gauche dans des duels droite/FN

Canton	Evol. Suff. exprimés entre T1 et T2	Total voix gauche T1	Voix candidat de droite T1	Voix candidat de droite T2	Evolution candidat de droite	Voix candidat FN T1	Voix candidat FN T2	Evolution candidat du FN
Nogent sur Seine	- 81	886	1473	1963	+ 490	1002	1317	+ 315
Chalons 4	- 66	1509	1336	2388	+ 1052	893	1284	+ 391
Sarreguemines – campagne	- 25	2894	2940	4682	+ 1742	2134	3261	+ 1127
Meyzieu	- 75	5232	4436	8688	+ 4252	3462	4818	+ 1356
Auxerre-Nord	+ 15	1205	1444	2350	+ 906	832	1146	+ 314
Rue	- 93	1394	1871	2588	+ 717	1463	2047	+ 584

De la même façon, la forte progression du FN face à la gauche indique qu'une part significative de l'électorat de droite du premier tour dans ces cantons n'a pas opté pour le « ni, ni » et a voté Front National au second tour. Une corrélation assez marquée se dessine d'ailleurs entre la progression du FN entre les deux tours et le score atteint par les candidats de droite éliminés au premier tour. En d'autres termes, dans ses duels face à la gauche, le FN a d'autant plus progressé qu'il disposait de « réserves » importantes dans l'électorat du ou des candidat(s) de droite éliminé(s) au premier tour.

Cantons avec duels gauche/FN : lien entre la progression du FN entre les deux tours et le score de la droite au premier tour

Score de la droite au premier tour	Score du FN - T1	Score du FN - T2	Evolution du FN
Moins de 5 %	26,8 %	33,2 %	+ 6,4
Entre 5 et 10 %	23,9 %	32,2 %	+ 8,3
Entre 10 et 15 %	23,6 %	34,4 %	+ 10,8
Entre 15 et 20 %	24,4 %	35,4 %	+ 11
Plus de 20 %	26,5 %	37,9 %	+ 11,4

En revanche, on n'observe pas de lien évident entre l'ampleur de la progression du FN entre les deux tours et l'évolution du nombre de suffrages exprimés (indicateur qui nous semble plus pertinent à prendre en considération que la stricte participation car, dans ce type de configuration, le nombre de bulletins blancs et nuls est assez élevé et peut venir contrebalancer une hausse de la participation). Comme le montre le tableau suivant, le nombre d'exprimés recule très faiblement dans les cantons où la poussée du FN a été la plus forte mais évolue également assez peu dans les cantons où le vote frontiste a moins progressé.

Progression du FN entre les deux tours	Evolution du nombre d'exprimés entre les deux tours (en point par rapport aux inscrits)
Supérieure à 16 points	-0,1
Entre 13 et 16 points	+ 0,3
Entre 10 et 13 points	+ 0,7
Entre 7 et 10 points	+ 1,5
Inférieure à 7 points	+ 1

Ces chiffres infirment donc l'idée selon laquelle la hausse du FN serait largement due à une augmentation de l'abstention couplée à une plus forte mobilisation de son électorat. L'évolution du nombre de suffrages exprimés varie en effet très peu au regard de celle du score du FN entre les deux tours.

De la même façon, il y a assez peu de différences entre l'évolution du nombre de suffrages exprimés entre les deux tours dans les cantons où se déroulaient des duels gauche/FN (+ 1,9 point) et dans ceux concernés par un duel droite/FN (-1,4 point).

4- 2011 : les intentions de vote confirment la bonne santé électorale du FN dans la perspective de la présidentielle

L'Ifop a réalisé des cumuls d'intentions de vote menées au cours de l'année 2010 et du printemps 2011 qui confirment la bonne santé électorale du Front National tout en validant les éléments d'analyse concernant la structure de la popularité de Marine Le Pen.

Evolution des intentions de vote de Marine Le Pen entre juin-octobre 2010 et avril 2011

	Moyenne juin/octobre 2010	Moyenn e février/ mars 2011	Moyenn e avril 2011	Evolut ion
Ensemble des Français	13,5	21	20,5	+ 7
Hommes	13	21,5	23	+ 10
Femmes	14	20,5	18	+ 4
18/24 ans	9,5	11,5	16	+ 6,5
25/34 ans	20	25	24	+ 4
35/49 ans	16	29,5	28	+ 12
50/64 ans	14,5	22	20	+ 5,5
65 ans et +	7	12	12	+ 5
Artisans/comm erçants	13,5	21	19	+ 7,5
Prof lib, cadre sup	6,5	12	14	+ 5,5
Prof intermédiaires	19	16	14	-5
Employés	18,5	34,5	28	+ 9,5
Ouvriers	25,5	37,5	42	+ 16,5
Retraités	9	13,5	13	+ 4
Autres inactifs	2	13,5	17	+ 15
Communes rurales	17,5	25,5	23	+ 5,5
Agglomération de province	12	20,5	21	+ 9
Agglomération parisienne	13	16	14	+ 1
Electeurs Besancenot 2007	3	5,5	9	+ 6
Electeurs Royal 2007	1,5	4,5	7	+ 5,5
Electeurs Bayrou 2007	4,5	10	8	+ 3,5
Electeurs	6,5	21	15	+ 8,5



Sarkozy 2007				
Electeurs Le Pen 2007	77,5	89,5	92	+ 14,5

Données extraites de 7 intentions de vote de l'Ifop (2000 personnes en juin/octobre, 2000 en février/mars et 3000 en avril).

Plusieurs indicateurs montrent que, en conformité avec nos analyses précédentes de la popularité de Marine Le Pen, l'électorat du Front National tend à la fois à se renforcer parmi les segments sociodémographiques traditionnellement acquis et à s'élargir à de nouvelles catégories autrefois particulièrement rétives :

- Le différentiel hommes/femmes existant à l'époque de Jean-Marie Le Pen existe encore mais il est moins marqué ;
- C'est parmi les tranches d'âge actives (25-50 ans mais surtout 35-49 ans) que Marine Le Pen réalise ses meilleurs scores et qu'elle a le plus progressé au cours des derniers mois ; on observe ainsi que la présidente du Front National obtient des scores particulièrement élevés parmi les salariés, du privé, mais aussi du public ;
- De la même façon, les intentions de vote sont très élevées et en forte hausse dans les milieux populaires (la progression est continue y compris sur la dernière période parmi les ouvriers qui constituent plus que jamais le cœur de l'électorat frontiste et chez lesquels Marine Le Pen « règne » aujourd'hui sans partage : 42% d'intention de vote contre 18% pour le candidat socialiste testé à l'époque (Dominique Strauss-Kahn) et 13 % pour Sarkozy) ; mais on note également une capacité à mordre sur les classes moyennes et supérieures jusque là rétives au FN.

Du point de vue géographique et politique, les analyses de ces intentions de vote confirment les enseignements issus des scrutins régionaux et cantonaux :

- Une implantation confirmée dans la France rurale mais aussi dans les communes urbaines de province, avec un niveau historiquement élevé en région parisienne ;
- Un noyau frontiste fidélisé et une hausse sensible dans l'électorat sarkozyste de 2007 avec néanmoins un tassement sur les derniers mois.

Des écarts régionaux très prononcés notamment dans les milieux populaires (ventilation géographique des mesures d'avril)

	France	France de l'Ouest	France de l'Est	Différentiel
Ensemble	20,5	18	23	+5
18/24 ans	16	14	20	+ 6
25/34 ans	24	18	32	+ 14
35/49 ans	28	24	31	+ 7
50/64 ans	20	18	21	+ 3
65 ans et +	12	12	12	=
Artisans/commerçants	19	18	20	+ 2
Prof lib, cadre sup	14	9	21	+ 12
Prof intermédiaires	14	12	15	+3
Employés	28	21	34	+ 13
Ouvriers	42	36	46	+ 10
Retraités	13	13	13	=
Autres inactifs	17	16	19	+ 3

Comme évoqué précédemment, le vote FN répond depuis plus de 25 ans à une géographie assez particulière avec des zones de force concentrées pour l'essentiel à l'est d'une ligne le Havre-Valence-Perpignan et une « France de l'Ouest » plus réfractaire au vote lepéniste. Ce constat se retrouve dans l'analyse spatialisée des intentions de vote présentées ci-dessus avec 23 % en faveur de Marine dans la « France de l'Est » (qui regroupe dans un découpage certes un peu sommaire : Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, Rhône-Alpes, Paca et Languedoc-Roussillon) contre 18 % dans la « France de l'Ouest » (agrégeant l'Île-de-France, Basse et Haute-Normandie, le Centre, les Pays-de-la-Loire, la Bretagne, Poitou-Charentes, Limousin, Auvergne, Midi-Pyrénées et Aquitaine). Cette segmentation bien qu'un peu grossière montre bien la persistance d'un clivage entre ces deux Frances même si le différentiel entre les deux blocs (5 points) n'est plus aussi important que par le passé et que le niveau atteint dans la partie ouest du pays (18 %) est très élevé. Cette montée en puissance dans les « terres de mission » de l'Ouest a d'ailleurs été enregistrée lors des dernières cantonales qui ont vu le FN accéder au second tour pour la première fois dans toute une série de cantons situés dans des départements jusqu'ici très faiblement frontistes. On pourra citer par exemple : Sigoule et La Forge en Dordogne, Marenne et Saujon en Charente-Maritime, Pleine-Fougères en Ille et Vilaine, Lorient-Nord dans le Morbihan, Blagnac et Fronton en Haute-Garonne, ou bien encore quatre cantons limougeaud (Haute-Vienne) ou Pauillac et Floirac en Gironde.

L'écart global entre France de l'Est et France de l'Ouest renvoie à une pénétration différente du vote frontiste dans les couches sociales et les tranches d'âge selon le lieu de résidence. Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus, si la structure du vote est identique dans nos deux France avec un vote FN plus présent parmi les 25/50 ans et dans les milieux populaires, les 65 ans et plus restant réfractaires, on constate néanmoins de vrais écarts de niveaux entre les deux territoires. Quand Marine Le Pen rallierait 36 % des voix des ouvriers dans l'Ouest de la France, elle atteindrait presque 50 % (46 % exactement) parmi leurs homologues de la moitié Est. On observe également un survote de 13 points dans la catégorie des employés et de 14 points parmi les 25/34 ans de l'Est par rapport à ceux de l'Ouest. On peut faire l'hypothèse que ces écarts importants à CSP ou âge identique renvoient à l'influence de l'environnement de proximité sur le vote. On sait que la moitié Est du pays connaît un niveau de délinquance et une présence immigrée sensiblement plus élevés que dans la France de l'Ouest. On sait également que cette France de l'Est souffre davantage de la désindustrialisation et des délocalisations. Quand ils sont présents dans l'environnement régional ou de proximité, ces éléments déstabilisants ou anxiogènes viennent donner corps aux discours et analyses du FN et expliquent sans doute une propension plus élevée de passage à l'acte, notamment dans les milieux populaires les plus fragilisés et les plus exposés. Et quand tous ces ingrédients sont rassemblés, la puissance et la prégnance du vote frontiste peuvent devenir spectaculaires.

Résultats électoraux encourageants, popularité en progression, capacité à séduire de nouveaux segments de population : beaucoup d'indicateurs sont au vert pour Marine Le Pen qui aborde la campagne présidentielle dans une situation favorable. Dans ce contexte, l'un des principaux enjeux pour la présidente du Front National réside dans la poursuite de la transformation de l'image de son mouvement. En effet, si la personnalité de la candidate frontiste à l'élection présidentielle attire un nombre croissant d'électeurs, la formation qu'elle préside souffre encore aujourd'hui de traits d'image qui risquent de constituer autant de handicaps pour Marine Le Pen. Et l'entreprise de « dédramatisation » du Front National, symbolisée par la récente éviction du FN d'un candidat aux élections cantonales ayant fait le salut nazi, bien qu'elle ait commencé à produire des résultats dans l'opinion, n'a pas encore radicalement transformé l'image du parti. Rappelons ainsi que, selon l'enquête menée par l'Ifop en mars 2011 pour *France Soir*, 64% des Français interrogés considéraient que le Front National « représente un risque pour la démocratie ». Un autre chantier pour Marine Le Pen consiste à renforcer dans l'opinion l'idée que le Front National pourrait être un parti de gouvernement, et non pas un parti purement protestataire. A cet égard, relevons que les résultats des élections cantonales ont été interprétés par la présidente du FN comme le signe du début d'un vote d'adhésion en faveur de son mouvement. Un récent sondage réalisé par Opinionway pour *Lyon Capitale* a par ailleurs indiqué une évolution majeure dans la mesure où il montrait que 86% des électeurs de Marine Le Pen souhaitaient la voir accéder à la présidence de la République, alors que ce taux ne dépassait pas les 53% s'agissant de son père lorsqu'il était candidat.

Jérôme Fourquet – directeur adjoint du département opinion et stratégie d'entreprise de l'Ifop
Damien Philippot – directeur de clientèle au sein du département opinion et stratégie d'entreprise de l'Ifop